RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 23 AVRIL 1995



« Tout individu humain a droit à l'entière croissance. »

Jean Jaurès

« La politique de la France ne se fait pas à la corbeille. »

Charles de Gaulle

JACQUES CHEMINADE

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

*Cette élection présidentielle se déroule à un moment tragique de notre histoire, face à un cataclysme financier mondial. Ce devrait être l'occasion de redéfinir le rôle de la France, faisant d'elle **une base de grands projets pour rebâtir le monde.***

Je suis candidat faute de voir ailleurs cette volonté.

*Les autres mentent ou se mentent à eux-mêmes. Je pars au contraire de cette **réalité fondamentale : un cancer spéculatif prolifère dans le monde et y détruit le corps de l'économie.** Nous sommes au cœur d'une dépression.*

La question à se poser — celle que les autres ne se posent pas — est la suivante : pouvons-nous mettre en place un système économique viable qui empêchera que se brise la trame sociale, que se désintègre notre système de gouvernement représentatif et qu'un monde en contraction aille à la guerre ?

*Ma réponse est oui. A condition que nous fassions trois choses : **identifier l'ennemi, nous battre pour une nouvelle donne et faire se lever une résistance.***

I - IDENTIFIER L'ENNEMI

L'on tente de nous faire croire qu'il existe une entité suprême appelée « marchés », à laquelle il faudrait se soumettre car ce serait l'état naturel de la société. Rien n'est plus faux : les marchés ont un visage. C'est celui de l'oligarchie, celle de la City de Londres et de Wall Street, de la Réserve fédérale américaine et du Fonds monétaire international (FMI). Les relais de leur politique sont chez nous la Direction du Trésor, la Banque de France et le petit monde incestueux de la finance, des cabinets ministériels et des plumitifs de Cour attitrés. Cette dictature financière est la cause du chômage. Prétendre combattre le chômage sans affronter cette dictature est une tromperie.

C'est aussi une dictature de l'esprit. Elle prétend au monopole de la pensée et impose partout l'obsession du jeu et l'appât du gain immédiat qui avilissent et détruisent le travail humain. **Les spéculations insensées sur les produits dérivés, le trafic de drogue et le casino de l'immobilier sont au cœur de ce système.**

Je sais qu'il y a quelques années vous ne m'auriez pas cru. Aujourd'hui, avec ce qui arrive dans le monde (krach du Mexique, de la Barings, des municipalités américaines...) et chez nous (chute du Crédit lyonnais, mœurs révélées par l'affaire Tapie ou par la « gestion » de Grenoble), **vous savez qu'on ne peut continuer ainsi. Quiconque n'attaque pas d'abord cet ennemi condamne son pays à l'impuissance, lui laisse perdre son âme et le livre aux idéologies du sol, du sang et de la race.**

C'est pourquoi il faut **changer les règles du jeu**.

II - UNE NOUVELLE DONNE POUR LA PAIX, LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

La France de l'an 2000, ce n'est pas une peau de chagrin mais un horizon de croissance, l'essor de découvertes pour le bien commun. L'on peut et doit penser grand.

Pour cela, il faut d'abord tenir une grande querelle contre l'injustice. La France et l'Europe doivent ainsi s'engager pour deux causes : **la lutte contre la pauvreté et le chômage, le combat pour la paix dans le monde.** Ces deux causes sont indissolublement liées, car **le moteur de la paix ne peut être que le développement économique mutuel, seul créateur d'emplois.**

Pour fixer cette nouvelle règle du jeu, je propose les engagements suivants :

- Eliminer le cancer financier et mettre en œuvre **un nouveau plan Marshall Ouest-Est et Nord-Sud**, réorientant les flux financiers vers les infrastructures et la production.
- Pour ce faire, **il faut mettre en règlement judiciaire les agents du système monétaire et financier international actuel**, qui se trouvent — en termes physiques, réels — déjà en faillite de fait. Le système est de toutes façons en train de s'effondrer ; il faut agir avant que le chaos de l'effondrement ne ruine l'économie.
- Cette démarche suppose **que l'Etat reprenne le contrôle du crédit et de l'émission de monnaie**. La France doit être le fer de lance d'un effort européen pour rétablir l'initiative, la puissance et la dignité de l'Etat, aujourd'hui bafouées.
- **Le noyau dur franco-allemand, à condition qu'il soit dégagé du contrôle monétariste de la Bundesbank et de la Banque de France**, doit constituer le point de départ de ce combat, avec des politiques communes scientifiques, infrastructurelles et industrielles, et le nouveau plan Marshall pour horizon et pour vecteur, **de l'Eurasie à l'Eurafrique**.
- **Une défense commune** fondée sur l'application de principes physiques nouveaux, une grande politique de **l'espace** et un effort massif de **santé publique** — l'homme n'est lui-même qu'aux frontières de la vie — doivent permettre de multiplier les retombées productives dans l'éco-

nomie civile. Traçons trois voies menant à l'avenir : l'action sur la matière à distance (lasers, faisceaux de particules), le combat pour la vie (renforcement du système immunitaire et maîtrise de la vie cellulaire), et la production d'énergie à faible coût et sans pertes (fusion thermonucléaire contrôlée et supraconductivité).

Au débat sur la « gestion » doit se substituer **à nouveau dans notre pays un débat d'idées,** un vrai débat sur **les fins de la politique.** Pour cela, il faut d'abord que nous soyons honnêtes avec nous-mêmes et **arrêtions de tolérer l'inadmissible,** à la fois dans notre politique étrangère et notre politique intérieure.

■ POLITIQUE ÉTRANGÈRE ■

❶ **Briser net notre nouvelle « Entente cordiale » avec la City de Londres.** On ne peut prétendre être une République alors qu'on pactise avec une oligarchie qui ruine son propre pays. On ne peut prétendre défendre la paix dans le monde avec le parti de la guerre financière.

❷ **Arrêter notre sinistre complicité avec la politique de génocide en Bosnie, masquée par l'hypocrisie « humanitaire ».** Je prends ici un quadruple engagement : faire lever le siège des villes bosniaques (et pas seulement Sarajevo), y compris par la force, maintenir l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, empêcher le démembrement de la Croatie et faire juger les responsables du génocide. Il est faux de dire que nous n'avons pas les moyens militaires d'imposer une paix juste, et inadmissible de jouer sur le chantage à la mort de nos soldats. Enfin, l'essentiel : tous les Etats de l'ancienne Yougoslavie — y compris la Serbie — doivent bénéficier de la reconstruction européenne. C'est la dimension qui manquait aux grands travaux du plan Delors.

❸ **Mettre en place une commission d'enquête internationale sur le Rwanda**, destinée à faire la lumière sur les responsabilités intérieures et extérieures dans le génocide, notamment anglaises et françaises.

❹ Redéfinir la politique de la France en Algérie et au Liban, en **Algérie** par le **soutien au plan de paix défini à Sant'Egidio** par les forces démocrates et les patriotes « islamistes », **au Liban en exigeant que cesse la double occupation syrienne et israélienne**.

❺ Redéfinir notre politique africaine dans la perspective d'un accord de coopération pour le développement de tout le continent **avec Nelson Mandela**, qui dirige le pays disposant de ressources suffisantes pour entreprendre avec nous cet effort.

❻ **Soutenir avec de réels moyens financiers le plan de paix au Proche-Orient**, mobilisant les technologies françaises pour relever le défi de l'eau potable et reverdir les déserts.

■ POLITIQUE INTÉRIEURE ■

❶ Avec le cadre européen et le socle anti-financier que nous avons défini, et avec eux seuls, **une hausse des salaires en France devient non seulement possible, mais nécessaire.** Il est absurde de dire que ce sont les salaires trop élevés qui ont causé le chômage ! Une Europe où les taux de chômage et d'endettement croissent en même temps, où les taux d'intérêt réels augmentent plus rapidement que la productivité et où les revenus du capital sont détaxés et ceux du travail écrasés, est **une Europe qui va droit dans le mur**.

❷ Il est absurde de prétendre qu'il faut réduire les prestations sociales et les retraites alors que la cause réelle du « trou » de la Sécurité sociale est que, depuis vingt ans, on réduit la masse salariale dont elle dépend pour son financement. On a été trop généreux, mais pour la rente financière ! Il faut, avec la politique hardie de croissance économique retrouvée, **revenir à une politique de logements sociaux, de refus de l'exclusion et d'aide à la famille**.

❸ L'éducation nationale doit respecter et élever les pouvoirs créateurs des enfants en leur faisant **revivre les grands moments de notre histoire et les grandes découvertes de nos savants**. Cette capacité créatrice enrichira l'économie si l'Ecole et l'Entreprise coordonnent mieux et plus tôt leurs efforts.

❹ Il faut mettre en place une réelle politique **d'aménagement du territoire,** et non sa caricature. Cela signifie une approche cartographique de la France, par kilomètre carré, par ménage et par habitant, dans laquelle tous progressent du même élan, sinon de la même façon.

❺ Il faut organiser une **renaissance du monde rural** et, dans le cadre du nouveau plan Marshall, une nouvelle politique alimentaire mondiale. **Il est insensé que l'Europe impose la jachère** alors que des centaines de millions d'hommes ont besoin d'être nourris.

❻ Oui, il faut une **réforme fiscale,** mais **pour favoriser l'investissement productif et taxer les revenus de la rente financière, non pour détaxer les plus nantis et déréglementer leurs opérations.** Un seul pays européen ne peut le faire ? C'est vrai, car alors l'argent ira ailleurs. C'est pourquoi la politique de tous les pays euro-

PRESSES ROTATIVES PARIS

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

péens participant à l'Union — c'est le sens même de l'Union, donc à prendre ou à laisser — doit être de faire cette réforme, de façon concertée.

Bref, le choix est simple : veut-on continuer à laisser se gonfler la bulle financière et se déchirer notre trame sociale, ou au contraire investir dans la production et le travail ?

III - RÉTABLIR LE DÉBAT D'IDÉES, FAIRE SE LEVER UNE RÉSISTANCE

Il faut arrêter la dérive vers une **dictature d'opinion,** les matraquages d'une télévision sous contrôle des « marchés » et une sondomanie généralisée. En un mot, il faut **former des citoyens libres pour l'aventure commune qui, seule, peut nous ouvrir les portes de l'avenir.**

Mon objectif est de **faire renaître une démocratie de mandat représentatif,** capable de rétablir la participation de chacun à l'élaboration des politiques pour tous, donnant à chacun sa part de l'entière croissance et de l'entière connaissance de notre temps.

Pour cela, il faut des hommes qui veulent, osent, prévoient et rompent avec l'impuissance et qui, **par leur combat,** rétablissent **le respect du politique.**

Je propose ici quelques exemples pour sortir de notre **misère civique :**

• **combattre l'idéologie du succès immédiat**, de la sélection du plus apte et de l'exclusion du plus faible, en **éveillant les pouvoirs créateurs de tous** et en retrouvant l'accord entre les consciences des individus et le bien commun ;

• défendre notre principe républicain de **laïcité** en rendant celle-ci **positive,** en l'enrichissant à l'école par la confrontation des expériences et des traditions religieuses et humanistes. La différence doit inspirer la curiosité plutôt que la peur, si les valeurs fondamentales sont communes ;

• **rétablir les pouvoirs délibératifs de l'Assemblée nationale et du Sénat**, en donnant à l'opposition le pouvoir de constituer des commissions d'enquête, en empêchant le gouvernement de saturer les ordres du jour des débats et en assurant l'indépendance des parlementaires par une interdiction absolue du cumul des mandats, séparant les carrières locales et nationales et évitant un système de prête-noms pour déjouer la règle ;

• **renforcer le pouvoir judiciaire dans ses fonctions légitimes tout en ne lui permettant pas d'empiéter en dehors.** Il faut d'abord une justice citoyenne, alors que la nôtre ne respecte plus le principe d'égalité devant la loi : elle est trop lente, trop lointaine, trop chère et trop dépendante de l'Etat et des médias. Il faut d'abord assurer l'application des textes et des procédures existants — que le droit ne soit plus entravé — et ensuite préparer un renforcement de ses moyens.

IV — MOBILISATION

Je sais que la petite minorité des Français installée dans la place m'accusera d'être un utopiste irresponsable. Je lui réponds que ce sont au contraire **ses chiffres et ses calculs comptables qui ne valent rien, absolument rien** : un souffle de la crise — une hausse des taux d'intérêt ou des taux de change — suffit à leur ôter toute valeur. L'utopie, c'est pérorer sur le pont du Titanic.

Mon engagement est d'entraîner notre pays vers **les choix les plus ouvertement audacieux, car ce sont aujourd'hui les plus raisonnables**. C'est ainsi que nous pourrons retrouver tous, je l'espère, **cet enthousiasme** qui est amour du beau.

Vu, le candidat : Jacques Cheminade.

Qui est Jacques Cheminade ?

• Né le 20 août 1941 à Buenos Aires, de famille auvergnate.
• **HEC, ENA** (promotion Jean Jaurès), **licencié en droit.**
• 1969-1981 : **fonctionnaire** à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Economie et des Finances, en poste à Paris et à New York.
• 1981-1995 : **énarque dissident**, éditorialiste au journal *Nouvelle Solidarité*, ami du dirigeant politique américain Lyndon LaRouche.
• Auteur de *Regard sur la France républicaine* et d'une préface à l'ouvrage de Jean Jaurès, *De la réalité du monde sensible.* Depuis 1992, a rédigé de nombreux articles sur les dangers de la prolifération des **marchés dérivés** (produits financiers spéculatifs). Fut le premier en France à dénoncer **le blanchiment de l'argent de la drogue dans ce type d'opérations financières.**
• A travaillé en **France**, aux **Etats-Unis** et dans les pays du **tiers monde**.

Campagne de Jacques Cheminade - 12 rue Dupetit-Thouars - 75003 Paris - 42.71.37.52

Sciences Po / Fonds CEVIPOF